MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR

BRÈVES ÉCONOMIQUES
PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 23 – du 6 juin au 13 juin 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : JORDANIE – LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DU ROYAUME À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE À GAZA

La guerre à Gaza et les incidents en mer Rouge ont affecté les secteurs clés d'une économie jordanienne fortement dépendante des flux de financement externes. La consommation des ménages est en berne (boycott, baisse de moral…) et les exportations nationales ont fortement chuté depuis le début de l'année 2024 (-14,8 % en g.a. sur le T1). En tout premier lieu, le tourisme, qui contribue à hauteur de 15 % au PIB, a considérablement ralenti : le nombre de visiteurs a diminué, en g.a., de -6,6 % au T4 2023 et de -9,7 % au T1 2024.

LE CHIFFRE À RETENIR

-3,5% du PIB

DÉFICIT COURANT EN 2023

La Jordanie a cependant su rapidement s'adapter et se diversifier. Face aux perturbations des routes commerciales et aux risques encourus par ses chaines d'approvisionnement, elle s'est, par exemple, tournée vers le Brésil pour ses exportations de potasse, et vers le Qatar et les Etats-Unis pour ses importations de GNL.

Les recettes touristiques ont, dans cette même logique, augmenté de +27,4 % en g.a en 2023 - contribuant à une hausse de l'excédent de service de près de +70 %. La baisse des arrivées de touristes en provenance d'Europe et des Etats-Unis après le début de la guerre a été en partie compensée par une hausse des touristes en provenance des pays du Golfe (+18,7 % au T4 2023 et de +34 % au T1 2024, en g.a.), qui génèrent plus de revenus.

Le déficit du compte courant s'est, contre toute attente, résorbé drastiquement en 2023 pour atteindre -3,5 % du PIB, contre -7,9 % du PIB en 2022, alors que parallèlement à la hausse des recettes touristiques, le déficit commercial a diminué de -9 % en g.a. et les envois de fonds des expatriés jordaniens ont augmenté de +1,4 %. Le déficit courant devrait se creuser à nouveau en 2024 pour atteindre 5 % du PIB, restant toutefois bien en dessous des niveaux antérieurs. Au T1, le déficit commercial a augmenté de +5,8 % par rapport au T1 2023 et les recettes touristiques ont baissé de -5,6 %. Les envois de fonds des expatriés jordaniens sont toutefois en hausse de +4,2%.

Le FMI anticipe certes un ralentissement de la croissance, qui devrait s'établir à 2,6 % en 2023 et 2,4 % en 2024, mais ces taux restent dans la moyenne de ceux enregistrés lors de la dernière décennie. L'inflation est par ailleurs restée contenue, avec un taux en moyenne de 2,1 % en 2023 et de 1,7 % au T1 2024, malgré la forte hausse des coûts du fret et alors même que le Royaume importe 95 % de ses produits de base. La Jordanie a en effet mis en place des mesures pour limiter la hausse des prix des denrées alimentaires ainsi que des exonérations de droits de douane et de taxes sur le fret maritime. Les réserves de change atteignent un niveau record : 19,1 Mds USD fin avril, suffisantes pour couvrir 8,3 mois d'importations de biens et de services.

Les agences de notation ont renouvelé leur confiance dans l'économie jordanienne et sa capacité à absorber les chocs externes. En mai, Moody's a même revu à la hausse la note de crédit à long terme de la Jordanie de « B1 » à « Ba3 », avec une perspective stable, soulignant l'efficacité des politiques budgétaires, monétaires et d'atténuation des risques économiques.

Service Économique d'Amman

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

ÉGYPTE

1. ACCORD AVEC LE FMI POUR LA 3ÈME REVUE DU PROGRAMME.

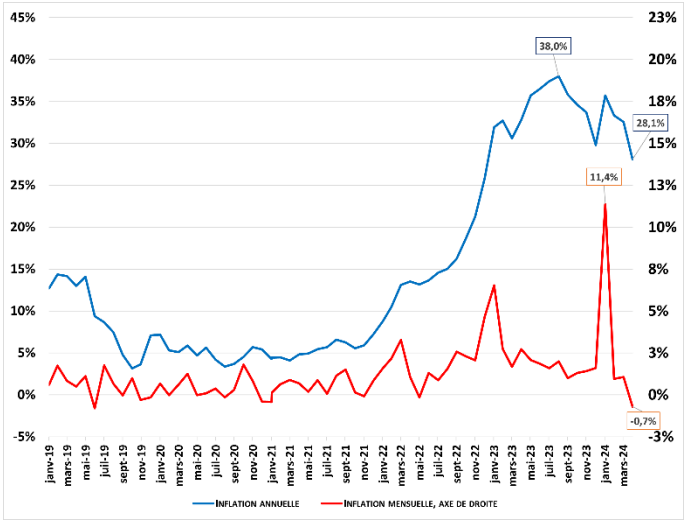
Le FMI a annoncé le 6 juin avoir conclu un accord au niveau des équipes techniques avec l'Égypte pour la troisième revue du mécanisme élargi de crédit de 8 Mds USD. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, l'Égypte recevra ainsi une nouvelle tranche de 820 M USD. Pour rappel, la seconde tranche du même montant avait été décaissée en avril dernier, et la première de 347 M USD fut distribuée en décembre 2022 lors de l'adoption du programme, portant le montant total des déboursements à 1,98 Md USD. Dans son communiqué de presse, le FMI mentionne toutefois les risques que représentent l'environnement régional ainsi que la nécessité de contrôler l'inflation, de poursuivre les efforts d'assainissement budgétaire et d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre du programme.

2. TENSIONS SUR LES APPROVISIONNEMENTS EN GAZ.

Une panne de dix jours sur le champ israélien de Tamar, qui a divisé par deux les livraisons de gaz vers l'Égypte, a entrainé le 4 juin la réduction temporaire de 20 à 30 % des approvisionnements vers les industries d'engrais et de pétrochimie, qui ont dès lors fermé momentanément leurs portes. Alors que le gaz non délivré aux industries énergivores devait être détourné vers la production d'électricité, une heure de coupure de courant supplémentaire a été annoncée dès le lendemain, s'ajoutant aux deux heures journalières rétablies depuis avril 2024. Bien qu'un retour à la normal des coupures ait été constaté dès le 6 juin, certaines difficultés d'approvisionnement persistent. Cela témoigne de la dépendance égyptienne aux importations de gaz israélien à l'heure où la production locale devrait atteindre, sur l'exercice en cours, son niveau le plus bas en six ans (baisse de 13 % en g.a des niveaux de production entre juillet et avril 2023/24).

3. FORTE BAISSE DE L'INFLATION EN MAI 2024.

En mai 2024, l'inflation a atteint son niveau le plus bas depuis janvier 2023, à 28,1%, après 32,5 % en avril. Cette baisse s'explique principalement par la baisse des prix alimentaires (- 3.0 % entre avril et mai 2024). L'inflation mensuelle enregistre un taux négatif pour la première fois depuis juin 2022, avec une baisse des prix de 0,7 % entre avril et mai 2024, la plus forte déflation enregistrée depuis juin 2019.



4. SÉMINAIRE DE LA NOUVELLE BANQUE DE DÉVELOPPEMENT.

L'Égypte a accueilli les 11 et 12 juin un séminaire de la Nouvelle Banque de Développement, le premier en dehors d'un pays fondateur, en présence de la Présidente Dilma Roussef. La NDB, à laquelle l'Égypte a adhéré en décembre 2021, est connue comme le bras financier des BRICS. Le Premier Ministre égyptien Moustafa Madbouly a notamment évoqué la volonté du gouvernement de voir s'installer à la nouvelle capitale administrative un bureau régional de la Banque. Parallèlement, le Ministre des Affaires Étrangères égyptien a rencontré en Russie ses homologues des BRICS, pour approfondir les mécanismes de coopération entre les membres, dont le commerce en monnaie locale.

IRAK

1. AUGMENTATION DES DROITS DE DOUANE SUR L'ACIER.

Le Conseil des ministres a imposé un droit de douane supplémentaire de 20 % sur les barres d'armature en acier importées (10-32 mm) afin de protéger la production domestique. Cette mesure entrera en vigueur en octobre 2024 pour une durée de 4 ans. Le secteur de la sidérurgie en Irak a connu un regain d'activité au cours des derniers mois, notamment avec l'inauguration début mai de la première phase de l'usine de coulée continue de la *General Company for Steel Industries* à Taji au nord de Bagdad (600 000 tonnes par an) et de la réhabilitation début mars du laminoir de la *General Company for Iron and Steel* qui avait fermé en 2003 dans la province de Bassora (500 000 t/a).

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

2. CONTRAT D'ÉTUDES D'INGÉNIERIE DANS LE CADRE DU MÉGAPROJET DE TOTALENERGIES DANS LE SUD DE L'IRAK.

La société écossaise de conseil et d'ingénierie *Wood* a remporté le 13 juin un contrat de 46 M USD sur trois ans, dans le cadre du mégaprojet de TotalEnergies. Wood fournira plusieurs prestations pour la première phase du volet gaz du mégaprojet multi-énergies de TotalEnergies dans le sud du pays : études d'ingénie d'avant-projet détaillé (*FEED studies*), conception détaillée, soutien à la passation de marchés, assistance à la construction et à la mise en service. Le contrat sera exécuté par les équipes de Wood à Bassorah et à Dubaï. Wood emploie actuellement plus de 1 300 personnes en Irak et dans les Émirats Arabes Unis.

3. ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE TBI ET ALLIANZ TRADE.

La *Trade Bank of Iraq* (TBI) et l'agence de crédit export allemande *Allianz Trade* (anciennement Euler-Hermes) ont signé un accord de coopération le 7 juin en soutien aux projets industriels privés en Irak dans le cadre de la nouvelle initiative de garanties souveraines du gouvernement irakien. Pour mémoire, l'État irakien a annoncé récemment déployer des garanties publiques aux entreprises irakiennes pour l'importation d'équipements nécessaire à leurs projets industriels. Ce mécanisme financier sécurise davantage les transactions avec les fournisseurs étrangers et encourage les investissements privés en Irak. Dans ce contexte, une lettre d'autorisation a été signée dans la foulée entre la TBI et les banques allemandes *Commerzbank* et *AKA Bank* à hauteur de 110 M EUR pour un projet privé de construction d'une usine de verre plat à Najaf (800 t/j) auquel participent des industriels allemands.

IRAN

1. CROISSANCE DE 5,7% DU PIB EN 2023/2024.

Le Centre national des statistiques (CNS) d'Iran a indiqué dans un rapport que la croissance totale du PIB s'était élevée à 5,7 % en 2023/2024, contre 3,4 % pour le PIB hors pétrole. Par secteurs, la croissance aurait été de -2,3 % pour l'agriculture, +6,9 % pour l'industrie et les mines (mais -0,5 % en excluant le pétrole) et +5,7 % pour les services. Pour mémoire, la croissance totale du PIB en 2023/2024 selon le FMI aurait été de 4,7 %.

2. LE SECTEUR PHARMACEUTIQUE PÉNALISÉ PAR LA SUPPRESSION DE L'ANCIEN TAUX DE CHANGE PRÉFÉRENTIEL

En 2022/2023, la Banque Centrale a cessé d'approvisionner en devises les importateurs pharmaceutiques à l'ancien taux préférentiel de 1 $ = 42 000 IRR, remplacé par le taux NIMA I, de 1 $ = 285 000 IRR. Afin de compenser les coûts à l'importation induits par ce changement, le Ministère de la Santé a décidé de verser des subventions directes à la sécurité sociale et aux assurances maladies. Selon le président de l'Association des sociétés de distribution des produits pharmaceutiques, ce schéma a provoqué des effets de bord, les assurances n'ayant pas réglé les dettes contractées par les pharmacies auprès des sociétés de distribution, qui elles-mêmes achètent leurs produits auprès des producteurs, perturbant ainsi le fonctionnement de la chaine d'approvisionnement. Au total, la dette due aux sociétés de distribution s'élèverait à 180 000 Mds IRR (environ 305 M $ au taux libre).

3. HAUSSE DES EXPORTATIONS MINIÈRES EN 2023/2024.

Selon les douanes iraniennes, les exportations du secteur minier seraient passées de 12,1 Mds $ en 2022/2023 à 13,5 Mds $ en 2023/2024 (+11,6 % en g.a), représentant 28% des exportations non pétrolières et réparties comme suit : 72 % pour les industries métallurgiques (9,8 Mds $, +1% en g.a) ; 10 % pour les industries non métalliques (1,3 Mds $, +16% en g.a) ; 18 % pour les autres produits miniers (2,4 Mds $, +11% en g.a). La Chine représente la première destination des produits miniers sur la période (30 %), suivie par l'Irak (18%), la Turquie (11%), les Émirats Arabes Unis (9%), Oman (6%) et l'Indonésie (5%).

4. ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : LA LEVÉE DES SANCTIONS, SUJET PRIORITAIRE ?

Selon un sondage réalisé par le site de presse économique Donyaye Eghtesad, la levée des sanctions arrive en tête des attentes des 2000 lecteurs y ayant participé avec 54 %, loin devant le contrôle de l'inflation (30 %), suivi par la résolution des défis sociaux (8 %) et la construction de logements (5 %). Pour mémoire, l'élection présidentielle se tiendra le 28 juin prochain.

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

ISRAËL

1. LA COLOMBIE SUSPEND SES EXPORTATIONS DE CHARBON À DESTINATION D'ISRAËL.

La Colombie vient de décider de bloquer ses exportations de charbon vers Israël. Le président colombien, Gustavo Petro, a annoncé samedi dernier la suspension des exportations de charbon vers Israël jusqu'à la fin de la guerre à Gaza. La Colombie est le premier fournisseur de charbon d'Israël, soit 56% de la quantité totale importée dans le pays (450 M$ en 2023), notamment après l'éclatement de la guerre en Ukraine. Bien que le charbon ne soit actuellement utilisé que pour 18% du mix énergétique du pays et devrait disparaitre progressivement, sa part pourrait augmenter en cas d'interruption de l'approvisionnement en gaz. Par ailleurs, le charbon colombien est considéré comme plus polluant que celui provenant de Russie.

2. LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE SE CREUSE À -7,2% EN MAI.

Le déficit budgétaire d'Israël continue de se creuser en mai, selon le Ministère des Finances. Il atteint désormais -7,2% du PIB en glissement annuel, soit 137,7 Mds d'ILS et 0,3% de plus qu'en avril, dépassant le seuil de -6,6% définit dans la loi du budget. Selon les estimations du trésorier général du ministère des Finances, le déficit budgétaire prévu fin 2024 devrait atteindre environ -8% du PIB.

3. EL AL ANNONCE L'ACQUISITION D'UNE NOUVELLE FLOTTE DE B 737 MAX.

Après l'acquisition de trois Boeing 787 « Dreamliner » en début d'année, El Al annonce l'achat d'une trentaine de Boeing 737 MAX pour un montant entre 2 et 2,5 Mds$. Il s'agit du plus gros contrat d'achat d'avions jamais réalisé dans l'histoire d'Israël. El Al annonce que le conseil d'administration de la société aérienne a approuvé la décision de mener des négociations exclusives avec Boeing et avec les sociétés de location d'avions afin de finaliser l'accord. La capitalisation boursière d'El Al s'élève actuellement à 1,8 Mds d'ILS et le cours de l'action de la société a augmenté de 25 % depuis le début de l'année.

4. REPORT DE LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU SITE DE PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ INTEL.

La société américaine Intel, premier employeur privé en Israël, vient de décider de reporter à une date ultérieure la construction de sa nouvelle usine de production à Kiryat Gat, initialement prévue en 2028. Selon Intel, ce nouveau site, Fab38, devait être l'un des plus avancés au monde et la plus grande usine de fabrication de puces en Israël. D'après la presse économique internationale, le fabricant américain de puces fait face à des difficultés de trésorerie et cherche des solutions de financement pour réaliser sa vision grandiose de méga-usines. La subvention gouvernementale israélienne pour ce projet (11 Mds d'ILS) ne sera décaissée qu'une fois la construction achevée.

JORDANIE

1. ORGANISATION DU 1ER FORUM « JORDAN-EU BUSINESS »

Un forum sur la promotion des échanges et des investissements entre la Jordanie et l'Union Européenne (UE) s'est tenu le 11 juin 2024 à Amman, en présence des ministres jordaniens, des membres des institutions européennes (DUE, BEI) ainsi que des acteurs du secteur privé (environ 500 participants au total). La session d'ouverture était consacrée à la présentation du panorama économique jordanien et du climat des affaires au sein du Royaume. Elle a été suivie de sessions sectorielles sur la croissance verte et les énergies renouvelables, le numérique et le cadre régissant les échanges entre la Jordanie et l'Europe.

2. L'INDICE DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE S'AMÉLIORE.

Selon le centre recherche de l'université de Yale pour le droit et la politique environnementale, le score jordanien associé à l'indice de performance environnementale (IPE) 2024 a atteint 47,5, plaçant le royaume au 74ème rang sur 180 pays (il était 81ème en 2022). À l'échelle de la région MENA, la Jordanie occupe la 4ème place sur 16 pays. L'indice IPE permet d'évaluer la performance des pays en matière de changement climatique, de santé environnementale et de vitalité des écosystèmes, à partir de 58 indicateurs pondérés mesurant les avancées des objectifs fixés par les politiques environnementales nationales.

LIBAN

1. HAUSSE DES ACTIFS EXTÉRIEURS DU SECTEUR FINANCIER.

Les actifs extérieurs du secteur financier libanais ont augmenté de 585,1 M USD sur les quatre premiers mois de 2024, contre une hausse de 1,24Md USD enregistrée sur la même période en 2023 et une baisse de 1,7 Md USD en 2022. Ce surplus est dû à une hausse des réserves brutes (en devises et en or) de la Banque Centrale de 370,9 M USD – dont la raison principale est l'appréciation des réserves en

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

or, ainsi qu'une hausse des actifs en devises des banques commerciales et des institutions financières de 214,2 M USD. À noter que les dépôts des banques commerciales auprès des banques correspondantes demeurent stables à 4,4 Mds USD à fin avril 2024.

PALESTINE

1. SIGNATURE D'UN PROTOCOLE DE DONS DE 5 M€ DANS LE CADRE DU « FRENCH GRANT ».

Soulignant l'importance de soutenir le secteur privé en Cisjordanie, dans la crise économique actuelle, le Consul de France à Jérusalem et le Ministre palestinien de l'économie nationale ont signé à Ramallah le 13 juin le protocole financier de soutien au secteur privé palestinien appelé « French Grant », doté de 5 M€. Mis en œuvre en œuvre depuis 1993, le French Grant est un dispositif de subventions permettant de financer des projets proposés par des entreprises palestiniennes en contrepartie de l'achat de biens français. Il couvre l'ensemble des Territoires palestiniens et tous les secteurs économiques et accorde une attention particulière aux projets permettant de préserver l'emploi. Depuis 2005, près d'une cinquantaine de projets ont pu être financés, permettant à autant d'entreprises françaises, principalement des PME, d'exporter des biens et des équipements en territoire palestinien.

2. NOUVELLES RETENUES ISRAÉLIENNES SUR LES RECETTES DOUANIÈRES PALESTIENNES.

Le Ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, a annoncé que 130 M de shekels (35 M USD), prélevés sur les recettes douanières palestiniennes, intégralement confisqués par le gouvernement israélien depuis mars 2024, serviront au dédommagement de 28 familles israéliennes victimes d'attentats terroristes. Selon le média Israel Today, certaines des attaques prises en compte remontent à plus de 20 ans. Les montants seront transférés dans les prochains jours, selon les déclarations faites à la presse. En outre, certains cas sont toujours en attente de traitement judiciaire et n'ont ainsi pas encore été transférés au ministère des finances israélien.

3. FORTE AUGMENTATION DE L'INDICE DU COUT DE LA VIE EN MAI.

L'indice du coût de la vie en Palestine a enregistré une forte augmentation (+13,71%) au cours du mois de mai, par rapport à avril (+23,36% à Gaza et -0,64% en Cisjordanie). Le Bureau central des statistiques (PCBS) a déclaré dans un communiqué publié jeudi, que l'augmentation des prix en Palestine a entraîné une augmentation des prix des œufs (+47,68 %), du sucre (+37,77 %), de la viande fraîche (+6,28 %), et des huiles végétales (+3,02 %). Sur une base annuelle, les données indiquent une augmentation de l'indice des prix à la consommation en Palestine de 52,24 % (+245,91 % à Gaza, +4,30 % à Jérusalem et +2,19 % en Cisjordanie) en mai 2024 contre la même période en mai 2023

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (MDS USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	112	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	28,1	4,0	30,9	3,0	1,3	59,7	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	49,6	n/a	39,6	47,4	n/a	47,9	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international
RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr